INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

L'Algérie cherche de la croissance à l'exportation

Le ministère de la Santé a validé 246 nouveaux projets d'unités de production pharmaceutique dont 183 seront dédiés au médicament. Parmi les produits fabriqués localement 240 sont éligibles à l'exportation. Le marché africain offre des opportunités d'exportation que les opérateurs algériens comptent bien saisir bientôt.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - L'industrie pharmaceutique en Algérie, bien que jeune, commence à se développer, estiment les professionnels. 147 unités de production pharmaceutique exercent actuellement dans notre pays dont 80 sont dédiées au médicament réalisant 54% de production en 2015.

En 2010, l'Algérie fabriquait seulement le tiers de ses besoins en médicaments. La liste de la nomenclature compte 4269 produits dont 2263 DCI, 2210 produits sont fabriqués localement et 1915 sont importés. Le Dr Hamou Hafed, directeur général de la pharmacie au ministère de la Santé qui intervenait hier en marge de la 7e rencontre internationale de pharmacie d'Alger, organisée par le Conseil national de l'Ordre des pharmaciens d'Algérie (CNOP) et qui a communiqué ces chiffres, a indiqué que le ministère de la Santé a validé 246 nouveaux projets d'investissement en 2015 dont 183 sont dédiés au médicament.

Parmi ces produits, 240 sont éligibles à l'exportation. Selon lui, le médicament représente entre 90 à 95% de la facture globale des produits pharmaceutiques durant les cinq dernières années.

En terme d'indice, explique le docteur Hafed, la France demeure le premier pays exportateur de médicaments vers l'Algérie avec 44% de part de marché. La production locale, atteste-t-il, s'est multipliée par 5 durant les dix dernières années et l'objectif de couvrir 70% de nos besoins par la production locale n'est pas loin. Avec ses capacités, l'Algérie s'apprête à développer des marchés d'exportation vers l'Afrique (Soudan, Mauritanie, Sénégal, Côte d'Ivoire…).

La démarche n'est pas inédite, un nombre encore très limité d'opérateurs ont déjà initié des expériences timides. Aujourd'hui, avec le développement des investissements, les opérateurs locaux cherchent à accroître leur marché d'exportation à travers notamment des partenariats avec les pays africains.

Les opérateurs appellent, d'ailleurs, les agences de médicaments africaines à s'ouvrir davantage aux entreprises algériennes. Selon eux, les multinationales ne «vont jamais offrir le transfert technologique et le savoir-faire aux pays africains contrairement à l'Algérie qui est prête à le faire».

L'Algérie dépense 11 milliards de dollars dans la santé soit 5,3 de PIB et 2,16 de PIB en produits pharmaceutiques. Elle occupe ainsi la première place dans la production pharmaceutique au Maghreb en volume et en valeur avec plus de 400 millions d'unités de vente et en réalisant 500% de croissance entre 2005 et 2015. La facture d'importation de médicament ne va pas, pour autant, baisser.

Les médicaments innovants issus de la biotechnologie et qui coûtent à la Pharmacie centrale des hôpitaux plus de 35 milliards de dinars d'achat annuellement ne sont pas fabriqués localement. Les nouvelles thérapies anti-cancer budgétivores vont encore consommer de l'argent à l'Algérie en raison du nombre des malades qui augmente.

Photo : DR

Objectif, couvrir 70% de nos besoins par la production locale.

Les professionnels proposent d'aller vers des partenariats en produits innovants pour baisser la facture d'importation. Un appel au ministère de la Santé.

S. A.

INDUSTRIE MÉCANIQUE

Les produits fabriqués en Algérie sont «de standard international»

«Avant la fin de l'année 2017, tous les investissements que nous avons engagés seront opérationnels à 100%, c'est sur cette base que nous préconisons d'atteindre le chiffre d'affaires de 100 milliards de DA», a annoncé, hier, sur les ondes de la Radio Chaîne 3, Bachir Dehimi, P-dg du Groupe public mécanique au ministère de l'Industrie, en précisant que sur les 47 milliards de dinars de fonds (dont 4 milliards proviennent de l'autofinancement), 80% ont été déjà engagés.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - M. Dehimi a déclaré que le chiffre d'affaires des investissements réalisés en partenariat avec des groupes industriels étrangers s'élève à 60 milliards de dinars, un chiffre qui atteindra les 100 milliards de dinars «d'ici la fin de l'année 2017». Ceci fera de son groupe « l'un des acteurs majeurs de la politique de substitution aux importations», s'est-il félicité.

Il a ainsi affirmé que l'exportation demeurait pour son département un objectif «à très brève échéance», en soulignant que les modèles fabriqués localement répondent aux standards internationaux. «Il ne s'agit pas de produits sous licence, mais de produits fabriqués sous le label des groupes industriels. Les mêmes produits qu'ils vendent sur le marché international.» A ce titre, il annonce qu'«à très brève échéance», ces produits seront destinés à l'exportation.

«Nous comptons, je l'espère, réaliser une première opération d'exportation des moissonneuses-batteuses avant la fin de l'année», annonce-t-il sans donner plus de précision sur l'identité des clients.

Sous-traitance, l'axe prioritaire

Selon l'invité de la Chaîne 3, la sous-traitance et l'augmentation des taux d'intégration sont les «axes prioritaires» du ministère de l'Industrie. D'après lui, certains projets offrent des taux d'intégration avoisinant les 70% alors que les objectifs initialement fixés tablaient sur un taux variant entre 50 et 80%. «Il y a un niveau de sous-traitance très important ; en plus d'une vingtaine de projets que nous sommes en train de réaliser avec des PME…, nous avons des partenariats où nous avons atteint pratiquement 68 à 70% de taux d'intégration», a-t-il déclaré. Il cite, à titre d'exemple, le taux d'intégration de 68% réalisé à l'unité de production des moissonneuses-batteuses de Sidi-Bel-Abbès. Pour ce qui est de l'usine de Renault, M. Dehimi a fait savoir que «le taux d'intégration sera de 30% d'ici la fin de l'année et qu'il sera de 36% dans deux ans pour atteindre les 45% pour les quatre prochaines années».

Sur l'impact réel de ces partenariats, réalisés dans le cadre du plan d'action validé en novembre 2015 par le Conseil de participation de l'Etat (CPE), le représentant du ministère de l'Industrie a souligné qu'en plus du transfert du savoir-faire, de la réduction des importations et de la création d'un tissu de sous-traitance, ces investissements ont généré 9 000 postes d'emploi directs.

Y. D.

«Pas de problèmes particuliers» pour l'usine Volkswagen

Interrogé sur l'avancement du projet du constructeur allemand Volkswagen, Dehimi s'est contenté de dire que ledit projet ne connaissait «pas de problèmes particuliers», ajoutant que les choses avançaient «normalement» pour le constructeur français Peugeot. «C'est un projet industriel qui nécessite du temps, il y a un certain nombre de choses que les partenaires algérien et français sont en train de maturer, et je pense que le projet avancera», a-t-il souligné.

Y. D.

EN VISITE DE TRAVAIL EN SUÈDE

Bouchouareb plaide pour le renforcement du partenariat industriel

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, et le secrétaire d'Etat suédois auprès du ministre de l'UE et du Commerce, Oscar Stenstom, se sont entretenus hier à Stockholm sur le renforcement des relations économiques bilatérales, notamment dans l'industrie et l'innovation.

Dans sa déclaration à la presse à l'issue de cette rencontre, M. Bouchouareb, en visite à Stockholm, a affirmé que l'Algérie et la Suède «partagent la même vision sur la nécessité de renforcer les relations de partenariat économique et industriel entre les deux pays en privilégiant la piste de la coproduction».

Evoquant la mise en œuvre du nouveau modèle algérien de croissance économique, M. Bouchouareb a noté que ce dispositif offrait aux entreprises suédoises de nouvelles opportunités d'investissements en installant des unités locales de production dans le cadre d'un partenariat «gagnant-gagnant» avec l'Algérie.

«Il y a un changement dans le comportement des sociétés suédoises qui cherchent, désormais, à diversifier leurs marchés et réduire leur dépendance vis-à-vis de l'Union européenne (UE)», a observé le ministre, ajoutant qu'un bon nombre de ces sociétés ont présenté des propositions qui vont vers le développement du concept de la coproduction en Algérie.

Le ministre a, dans ce sens, souligné que cette vision partagée sur la nécessité de renforcer le partenariat industriel entre l'Algérie et la Suède devrait permettre «d'intensifier les échanges bilatéraux avec la possibilité de placer l'Algérie parmi les trois premiers partenaires de la Suède dans la région Moyen-Orient et Afrique du nord (MENA)».

Selon lui, l'accord signé récemment entre Volvo et Renault Trucks ouvrira des perspectives pour la fabrication de camions portant ces deux labels en Algérie, a-t-il avancé.

De son côté, M. Stenstom a affirmé que ces discussions étaient «fructueuses», relevant des «signes positifs» donnés par M. Bouchouareb sur la nécessité d'aller plus vite dans le développement des relations de partenariat et de coopération économique et industriel entre l'Algérie et la Suède.

Dans cette optique, le partenariat économique entre les deux pays devrait connaître une avancée significative à partir de 2017 à la faveur de la signature de l'accord bilatéral de non double imposition et de la mise en place du conseil d'affaires algéro-suédois, a-t-il indiqué.

Par ailleurs, M. Bouchouareb a visité les principaux sites industriels des firmes suédoises opérant en Algérie dans divers secteurs dont l'énergie, l'innovation et les technologies de l'information et de la communication (TIC), l'industrie mécanique et les mines.

Il s'agit notamment des sociétés ABB, Volvo, Scania et Ericsson.

Le ministre s'est aussi entretenu avec le ministre suédois de l'Entreprise et de l'Innovation, Mikael Damberg.

Les deux parties ont abordé la coopération technique et industrielle en identifiant certains pistes pour développer cette coopération notamment dans le domaine de la compétitivité à travers la normalisation et la métrologie.

Pour rappel, une vingtaine d'entreprises suédoises activant notamment dans les TIC, la production pharmaceutique, l'énergie et l'industrie mécanique sont installées en Algérie.

APS